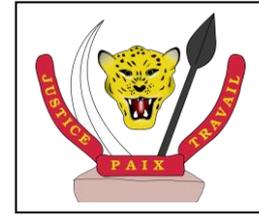




CTB



RAPPORT DES RESULTATS 2015

**PROGRAMME D'APPUI A
L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET A LA
FORMATION PROFESSIONNELLE (ETFP)
DANS LES PROVINCES DE LA
MONGALA ET DU SUD UBANGI EN
EQUATEUR (EDU-MOSU/ EX. EDU-EQUA)**



ACRONYMES	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES)	4
1.1 FICHE D'INTERVENTION	4
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE	5
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE	5
1.3.1 <i>Pertinence</i>	5
1.3.2 <i>Efficacité</i>	6
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	6
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	6
1.4 CONCLUSIONS	8
2 MONITORING DES RESULTATS	9
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	9
2.1.1 <i>Contexte général</i>	9
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	9
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	11
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	11
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	12
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	14
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	16
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	17
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	17
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	17
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.6 THEMES TRANSVERSAUX	21
2.6.1 <i>Genre</i>	21
2.6.2 <i>Environnement</i>	21
2.6.3 <i>Autre</i>	21
2.7 GESTION DES RISQUES	23
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	27
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES	27
3.2 RECOMMANDATIONS.....	27
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES	27
4 ANNEXES	28
4.1 CRITERES DE QUALITE	28
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	32
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR.....	33
4.4 APERÇU DES MORE RESULTS	34
4.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	36
4.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	39

ACRONYMES

AGR	Activités Génératrices des Revenus
CAA	Compagnie Africaine d'Aviation
CDI	Centre de Développement Intégré
CG	Contrôleur de Gestion
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
DTF	Dossier Technique et Financier
EDU-EQUA	Education en Equateur
EDU-MOSU	Education dans la Mongala et le Sud-Ubangi
EPS-INC	Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ETFP	Enseignement Technique et Formation professionnelle
HPP	ONG "human people to people"
INPP	Institut National de Préparation Professionnelle
IPP	Inspection principale provinciale
LAF	Local Administrative and Financial Officer
M&E	Monitoring et évaluation
MDF	MDF training & consultancy organisme mondial de formation et de conseil
MEMISA	Ong médicale belge spécialisée dans les soins de santé primaire
MONOP	Monitoring Opérationnel
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PARRSA	Projet de Réhabilitation et de la Relance du Secteur Agricole
PROSEB	Projet de soutien à l'Education de Base
PROVED	Province Educationnelle
RAF	Responsable Administratif & Financier
RH	Ressources Humaines
S-Divisions	Sous-Division
SECOPEP	Service de Contrôle et de la Paie provincial
SNV	Agence Néerlandaise de Développement
TVET	Sigle anglais ETEP
UNOPS	The United Nations Office for Project Services

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	PROGRAMME D'APPUI A L'ETFP DANS LES PROVINCES DE LA MONGALA ET DU SUD UBANGI (EDU-MOSU/ ex. EDUEQUA)
Code de l'intervention	RDC1217511
Localisation	Gemena & Lisala
Budget total	10.000.000 Euros
Institution partenaire	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE (MINEPS-INC)
Date de début de la Convention spécifique	06 Novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01/07/2015
Date prévue de fin d'exécution	19 Novembre 2019
Date de fin de la Convention spécifique	05 Novembre 2021
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Ministères provinciaux EPSP, Affaires sociales, Santé, Genre, Jeunesse et Sports, Fonction Publique, Travail & Prévoyance sociale</i> - <i>Divisions des Ministères concernés au niveau des 2 districts (Proved, IPP, SECOPEP), SS-Divisions des Affaires Sociales, Jeunesse & Sport, INPP</i> - <i>Etablissements d'Enseignement technique et de formation Professionnelle ciblés & leurs conseils de gestion</i> - <i>Enseignants et Formateurs de l'ETFP dans la zone d'intervention et des directions des établissements scolaires et centres appuyés</i> - <i>Employeurs potentiels de la zone retenue</i> - <i>Communautés locales (Parents, associations, comités d'élèves)</i>
Impact¹	Dans les Districts du Sud Ubangi et de la Mongala, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver de l'emploi ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.
Outcome	Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel, au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les districts du Sud-Ubangi et de la Mongala, dont une plus grande proportion de filles, réunissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.
Outputs	Résultat 1: Les autorités de districts en matière de l'enseignement et de l'ETFP en particulier assurent mieux leurs rôles régaliens vis-à-vis des autres acteurs du secteur

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Intitulé de l'intervention	PROGRAMME D'APPUI A L'ETFP DANS LES PROVINCES DE LA MONGALA ET DU SUD UBANGI (EDU-MOSU/ ex. EDUEQUA)
	<p>Résultat 2: Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements dans ses différents aspects pour un plus grand nombre d'élèves</p> <p>Résultat 3: Les enseignants des établissements ciblés livrent une formation de qualité pertinente par rapport au monde du travail</p> <p>Résultat 4 : Les établissements ciblés sont dotés des infrastructures et des équipements suffisants pour assurer un enseignement de qualité pertinent.</p> <p>Résultat 5: Les associations des parents et des sortants ont une voix dans la prise de décision au sujet de l'organisation et la gestion des établissements ciblés</p> <p>Résultat 6 : Le secteur privé et les organisations non étatiques influencent pour plus de pertinence par rapport à l'emploi, la demande et l'offre ETFP dans la zone ciblée</p>
Année couverte par le rapport	2015

1.2 Exécution budgétaire

Désignation	Budget	Dépenses	Solde Au 31/12/2015	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Année couverte par le rapport (2015)		
Total	10.000.000 €	387 293 €	9 612 707 €	3,87%
Output 1	495 000 €	16 241 €	478 759 €	3,28%
Output 2	1 317 000 €	1 376 €	1 315 624 €	0,10%
Output 3	623 000 €		623 000 €	0,00%
Output 4	1 945 000 €		1 945 000 €	0,00%
Output 5	989 000 €		989 000 €	0,00%
Output 6	515 000 €	469 €	514 531 €	0,09%
Réserve budgétaire	250 500 €		250 500 €	0,00%
Moyens Généraux	3 865 500 €	369 208 €	3 496 292 €	9,55%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

L'intervention est en cohérence avec les objectifs du plan intérimaire de l'éducation 2012-2014 plus précisément avec son sous-programme 2.5 renforcement de l'enseignement technique et professionnel précisant les orientations stratégiques.

Ce programme reste également en cohérence avec la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025 particulièrement avec les trois axes suivants (1)

Promouvoir un système éducatif équitable, au service de la croissance et de l'emploi ; (2) Créer les conditions d'un système éducatif de qualité ; (3) instaurer une gouvernance transparente et efficace.

Ainsi les axes principaux du projet sont résumés comme suit :

Axe1 : Les autorités impliquées dans l'organisation et la régulation de l'ETFP au niveau provincial sont renforcées ;

Axe 2 : Les établissements d'enseignement technique et professionnel ciblés sont renforcés afin de créer les conditions de base pour un enseignement de qualité et pertinent ;

Axe 3 : La participation communautaire et du secteur privé est renforcée.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Au démarrage du projet, une mission backstopping a eu lieu avec les différentes parties prenantes des deux provinces pour passer en revue la logique d'intervention afin d'adapter les résultats au contexte de l'évolution actuelle de l'ETFP. Par souci de rationalisation, il a paru plus aisé de regrouper les six résultats en trois constituant les trois principales parties prenantes du programme, à savoir : les autorités provinciales en charge de l'ETFP, les directions des établissements incluant les comités de gestion ainsi que le secteur privé et le monde associatif. Ce cadre logique réaménagé sera présenté à la SMCL de démarrage pour validation.

Les conditions particulières de l'ex province de l'Equateur, les difficultés de mise en œuvre et les risques (en termes d'accessibilité, transport, de la faiblesse du marché de l'emploi..) identifiés lors de la formulation justifient une approche pragmatique et réaliste qui s'adapte aux changements à observer dans ces deux districts devenus deux nouvelles provinces.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

Le démarrage du projet en termes de ressources humaines, financières et matérielles (matériel informatique, matériel roulant, mobiliers et équipements) se déroule progressivement. Le projet constate toutefois une certaine lenteur dans le processus de recrutement des RH. L'éloignement de bureau du projet (Gemena) de l'antenne (Lisala), l'indisponibilité des locaux devant abriter le projet, l'état de délabrement avancé des infrastructures routières et des ponts restent un défi réel permanent pour l'efficience des actions de l'intervention.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Le projet fournit dès son démarrage des efforts pour impliquer les partenaires dans la définition et la méthodologie de gestion du programme. Cette implication permettra aux

parties prenantes de s'approprier les outils de gestion, les approches et techniques qui seront développées dans le cadre du présent projet.

La direction du projet entretient de très bons rapports de travail avec les autorités politiques des deux provinces. Elle participe également aux réunions de concertation initiées par ces dernières pour le suivi de différentes interventions en cours dans leurs provinces respectives.

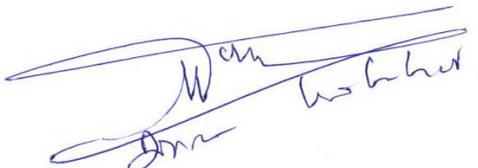
Le projet tient régulièrement informé les autorités politico-administratives de l'évolution du programme.

Il s'avère cependant que l'augmentation des frais scolaires, le manque de leadership des chefs d'Établissements, le faible maintien des AGR dans les établissements (Ecoles et Centres de formation professionnels), l'instabilité du personnel enseignant ainsi que la faiblesse du secteur privé au-delà de l'intervention peuvent avoir des répercussions négatives sur les acquis du programme.

1.4 Conclusions

L'année 2015 étant une année du montage de l'architecture de l'équipe projet, cette première autoévaluation permet de fixer les actions concrètes pour les phases à venir. Ainsi, en termes d'objectifs et résultats du programme, la vision se résume comme suit :

- Réorganiser les outputs de 6 en 3 pour l'atteinte de l'outcome
- Aménager le budget en fonction de la nouvelle logique de l'intervention
- Réaménager l'organigramme du projet en fonction des contraintes de distance entre le bureau principal (Gemena) et l'antenne (Lisala)
- Adapter les actions en fonction de l'évolution institutionnelle (changement des districts en provinces)
- Se préparer à affronter les défis qui attendent la réalisation des actions du projet tenant compte du contexte particulier de la zone d'intervention (réseau bancaire faiblement représenté, nombre peu important d'opérateurs économiques et activités économiques locales peu développées, absence quasi-totale des infrastructures routières, ...)

Fonctionnaire exécution nationale ²	Fonctionnaire exécution CTB ³
<p style="text-align: center;">Jacques DOME MOLOLIA</p> 	<p style="text-align: center;">Annie LEFEVRE</p> <p style="text-align: center;"><i>Annie Lefèvre</i></p>

²
³

2 Monitoring des résultats⁴

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

La politique de décentralisation du Gouvernement vient de commencer par la mise en place de nouvelles provinces. Aujourd'hui la RDC compte 26 provinces au lieu de 11. La province de l'Equateur (zone de notre intervention) a été démembrée en cinq provinces. Ainsi, les anciens districts deviennent de nouvelles provinces. Elles sont dirigées actuellement par des commissaires spéciaux faisant office des gouverneurs. Les gouvernements provinciaux semblent inexistantes, mais chaque commissaire spécial est assisté de deux adjoints et d'un collège de conseillers.

En outre, la réforme de l'administration publique envisagée n'est pas encore effective. Le ministère de l'EPSP a été scindé en deux : le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté et celui de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. Les deux ministères fonctionnent jusque-là avec un même Secrétariat Général à l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel. Les compétences et mandats de ces deux ministères ne sont toujours pas complètement clarifiés. Et, cette nouvelle donne pourra aboutir à la mise en place de deux cadres organiques.

La finalisation du document de stratégie Education Formation validé par quatre Ministères et endossé par les partenaires ainsi que la production d'un draft de stratégie sous sectorielle de l'ETFP accompagné de son plan d'action budgétisé et de son diagnostic contribuent efficacement à structurer le secteur.

2.1.2 Contexte institutionnel

Au départ l'ancrage principal du projet se trouvait au niveau du ministère provincial de l'éducation (Equateur) en ce qui concerne son mandat politique, et au niveau des districts pour ce qui avait trait aux mandats opérationnels. Avec l'avènement des deux nouvelles provinces, l'ancrage institutionnel a été revu et se trouve actuellement au niveau des Commissaires provinciaux des deux provinces. On a donc élevé l'ancrage au plus haut niveau politique des provinces.

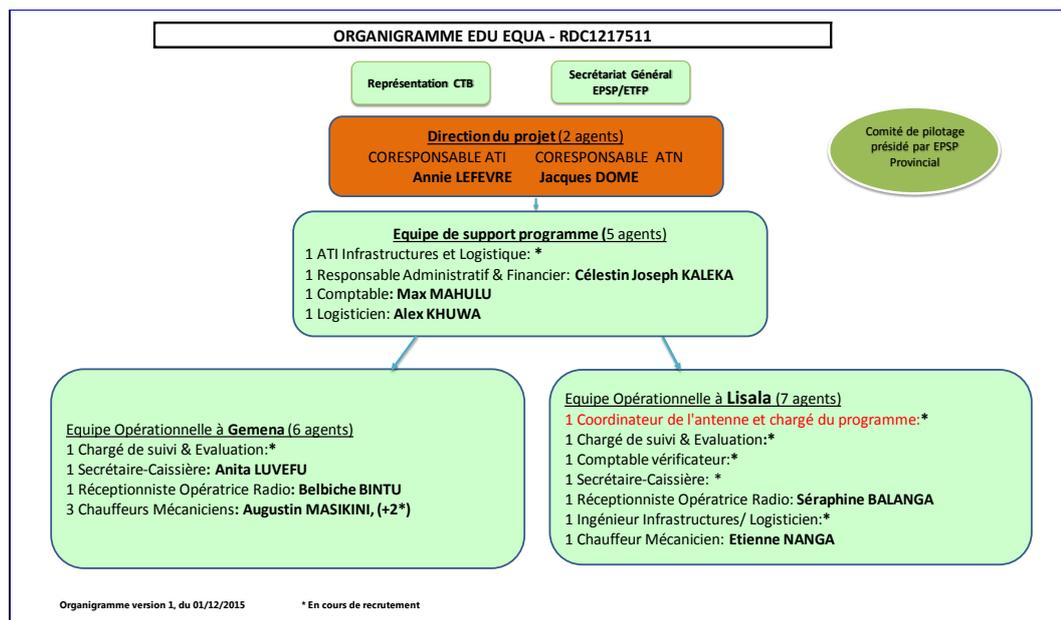
Le déséquilibre constaté dans le DTF par rapport au choix des établissements privilégiant la province du Sud-Ubangi amène des interrogations de la part de la province de la Mongala. D'où, une réflexion reste à mener dans le sens de réajustement en vue de créer un certain équilibre. Il y va de même pour certains territoires.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le projet privilégie l'approche participative dans sa mise en œuvre. Les parties prenantes ainsi que les bénéficiaires sont associés dans toutes les phases du cycle de gestion du programme. Il fonctionnera dans deux sites, à savoir : Gemena où l'unité de gestion du projet est basée et Lisala où l'antenne sera conduite par un coordinateur à recruter (cfr organigramme ci-dessous qui sera présenté à la SMCL).

Un comité provincial de suivi sera installé dans chaque province

⁴ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté



Le projet appuie au démarrage un nombre restreint d'établissements (10) en milieu urbain et péri-urbain en fonction des critères de sélection retenus pour des raisons techniques :

- Perspectives de travail formel et informel dans les centres urbains
- Infrastructures suffisantes pour envisager une réhabilitation
- Accessibilité permettant le transport d'intrants de base (pas plus d'un jour de route aller –retour de Gemena ou Lisala)
- Nombre d'élèves dans les sections techniques et professionnelles supérieur à 50
- Capacité à élaborer et gérer **un projet d'établissement** (outil de structuration, de pilotage, de dialogue partenarial, de développement, de communication.)

Le programme propose de faire la sélection du 2^{ème} cercle sur une *demande active* des établissements. Le processus est le suivant :

- ❖ L'Unité de Gestion du Programme établit une liste des établissements éligibles sur la base de :
 - L'étude socio-économique dans la Province de Sud-Ubangi (perspectives d'auto-emploi, accessibilité, ...)
 - Etude de géolocalisation (poursuite de mise à jour des données)
- ❖ L'invitation des établissements éligibles à élaborer un *Projet d'Etablissement* (un accompagnement des établissements intéressés sera fait)

La sélection des meilleurs *Projets d'Etablissements* sur la base des critères prédéfinis. Les établissements sélectionnés forment les 'établissements 2^{ème} cercle'. La décision d'inclure un 3^{ème} cercle sera prise après la revue à mi-parcours.

2.1.4 Contexte HARMO

Pour contribuer à l'appropriation des acquis du projet, sa direction associe d'ores et déjà les partenaires et les bénéficiaires, comme souligné plus haut, dans la gestion de toutes les étapes (planification, réflexions, mise en œuvre...).

L'étude socio-économique qui sera menée au premier trimestre 2016 va identifier et inventorier les projets de coopération mis en œuvre dans le Sud-Ubangi jouant un rôle crucial dans le développement économique afin d'identifier les filières porteuses et mettre en œuvre l'adéquation formation-emploi.

Pour stimuler l'auto-emploi et tenant compte du contexte socio-économique

essentiellement agricole de deux provinces, le partenariat avec les ONG et les agences de développement est envisagé pour plus de synergie. Il s'agit entre autres de : Vision mondiale, PARRSA, SNV, UNOPS, OXFAM, HPP, MEMISA, CDI Bwamanda, Caritas, PROSEB, UNICEF, KONGO DORPEN...

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel, au niveau des établissements ETPF, les apprenants des filières appuyées dans les districts du Sud-Ubangi et de la Mongala, dont une plus grande proportion de filles, réunissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.

Indicateurs	Valeur de la Baseline (2015)	Cible fin de la 2 ^{ème} année (2018)	Cible fin de la 4 ^{ème} année (2020)
Nombre d'élèves ayant entamé des formations pratiques en préparation à l'insertion, dans au moins deux écoles techniques appuyées dans chacune des provinces.		Au moins 50 élèves à Gemena et 50 élèves à Lisala	Au moins 2000 élèves à Gemena et à Lisala
Nombre d'apprenants ayant entamé des formations pratiques en préparation à l'insertion, dans au moins deux centres professionnels appuyés dans chacune des provinces.		Au moins 15 apprenants à Gemena et 15 apprenants à Lisala	Au moins 250 apprenants à Gemena et 150 élèves à Lisala et Bumba
Pourcentage des élèves dans l'enseignement technique et des apprenants en formation professionnelle, en dehors de la filière coupe-couture, dans les établissements bénéficiaires d'appui seront des filles.		Au moins 30% des élèves seront des filles.	Au moins 25% des élèves participant aux EXETAT seront des filles

N.B. Les indicateurs repris ci-dessus sont tirés du DTF. Ils ont été revus lors du backstopping réalisé avec l'appui du MDF en vue de renseigner les nouveaux résultats et sous-résultats redéfinis. Le nouveau cadre logique comprenant aussi les nouveaux indicateurs seront validés lors de la SMCL de démarrage reporté en 2016.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Progrès

Le projet se trouvant dans sa phase de démarrage a entrepris des travaux de réhabilitation nécessaires pour son installation et il a acquis les équipements, le matériel informatique et le matériel roulant pour son bon fonctionnement. Il a pris contact avec les différents responsables des services déconcentrés et décentralisés des deux provinces. Un atelier de démarrage a été organisé avec ses partenaires et les bénéficiaires pour l'appropriation de la logique d'intervention du projet EDU-MOSU et la relecture du cadre logique avec l'appui de MDF.

- La mise en place progressive du personnel national et international et la mise à disposition du Coresponsable national.
- Participation au symposium TVET Kigali pour l'échange d'expériences sur les

bonnes pratiques et les leçons apprises dans la mise en œuvre des programmes ETFP, organisé par la CTB en octobre 2015.

- L'acquisition des matériels informatiques et de projection devant faciliter les échanges entre les parties prenantes du projet.



Echange d'expériences TVET Rwanda

Difficultés

- Contexte particulièrement difficile de la zone d'intervention (routes défectueuses, irrégularité des vols, pas des diversités des consommables, absence de l'électricité, l'eau potable, etc.)
- Longue absence des interlocuteurs au niveau des provinces suite à la nomination tardive des autorités provinciales (Commissaires spéciaux) ;
- Irrégularité des vols opérant sur Gemena et Lisala, la suspension de la liaison Gemena-Lisala ont ralenti l'exécution du projet.

2.2.3 Impact potentiel

D'une façon générale la formation des jeunes qui sera entreprise dans le cadre du projet EDU-EQUA offre une occasion favorable pour établir une collaboration plus étroite entre les institutions de formation et le marché de l'emploi. Au-delà d'une intervention de 5 ans, le projet initie des changements au niveau local tout en participant à des réformes plus générales au niveau des provinces concernées. L'accent mis sur une plus grande proportion des filles à recevoir une formation de qualité les conduisant à un emploi aura un impact évident sur l'évolution des mentalités du milieu.



2.3 Performance de l'output 1⁵



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les autorités de districts en matière de l'enseignement et de l'ETFP en particulier assurent mieux leurs rôles régaliens vis-à-vis des autres acteurs du secteur					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
2 Comités de concertation constitués des autorités (éducation, affaires sociales, jeunesse, INPP), secteur économique (FEC et entreprises individuelles) et société civile (association des parents, coordination des élèves, autres) fonctionnent deux ans après le démarrage du projet : 1 à Gemena et 1 à Lisala.					
Une étude « genre » est réalisée à la fin de la première année d'exécution et ses résultats sont rendus publics et intégrés dans le pilotage du sous-secteur par les autorités.					
Au milieu de la troisième année, une stratégie ETFP-emploi est formulée par les intervenants (1 pour le District du Sud-Ubangi et 1 pour le District de La Mongala). La stratégie contient des informations fiables sur les activités économiques et le marché d'emploi local ainsi que des propositions concrètes pour la formation et l'emploi des filles.					
Le suivi de la mise en œuvre de la stratégie ETFP-emploi fonctionne régulièrement (projet et partenaires).					
Un suivi sera assuré selon la méthode 'Most Significant Change' afin d'avoir un aperçu plus qualitatif et ouvert des changements au niveau organisationnel. Rapports comités de concertation					

⁵ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Appui à la concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP emploi au niveau des provinces		x		
2 Promotion de l'ETFP et de l'inclusion des filles		x		
3 Renforcement du suivi-évaluation en partant de la réalité des établissements		x		

2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Un atelier de concertation réunissant les acteurs impliqués dans l'ETFP en provinces a été organisé. Dans l'avenir un comité provincial ETFP sera mis sur pied dans chaque province.

⁶ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements dans ses différents aspects pour un plus grand nombre d'élèves					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
A la fin du projet, au moins cinq établissements ETFP par District auront instauré la gestion d'un atelier productif et prépareront et accompagneront les apprenants vers l'emploi. A la fin de la quatrième année du projet, au moins dix établissements ETFP auront organisé leur gestion avec la participation des parents et de deux acteurs externes.					
L'orientation des élèves en première et deuxième classe du Secondaire sur l'ETFP a lieu, à partir de la deuxième année du projet dans 10 écoles et à partir de la quatrième année du projet dans 38 écoles ciblées par le projet.					

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Développement des capacités de gestion des établissements ciblés				
2 Mise en place de l'approche « unité de production »				
3 Test et amélioration des mécanismes d'insertion socio-économique des sortants				

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

⁷ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.5 Performance de l'output 3⁸

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les enseignants des établissements ciblés livrent une formation de qualité pertinente par rapport au monde du travail					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
À la fin du projet, au moins 10 chantiers-écoles réalisés pour un total de 38 écoles ciblées.					
A la fin du projet 50 % des apprenants des 38 établissements ciblés effectuent un stage correspondant aux exigences de la réglementation EPSP.					

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Amélioration des formations des apprenants et des formateurs aux pratiques des métiers				
2 Appui à l'usage de matériel didactique				

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

⁸ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

⁹ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.6 Performance de l'output 4¹⁰



2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les établissements ciblés sont dotés des infrastructures et des équipements suffisants pour assurer un enseignement de qualité pertinent.					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
A la fin du projet, 10 ateliers sont équipés pour la formation pratique et 5 unités de production sont opérationnelles.					

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹¹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Réhabilitation des infrastructures des établissements ciblés				
2 Amélioration de l'utilisation de l'énergie électrique par le bio-carburant				
3 Equipement technique des ateliers				

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

¹⁰ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

¹¹ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.7 Performance de l'output 5

2.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : Les associations des parents et des sortants ont une voix dans la prise de décision au sujet de l'organisation et la gestion des établissements ciblés					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
2 Comités de concertation autorités (éducation, affaires sociales, jeunesse, INPP), les représentants du secteur économique (FEC et entreprises individuelles) et société civile (association des parents, coordination des élèves, autres) fonctionnent deux ans après le démarrage du projet : 1 à Gemena et 1 à Lisala.					
A la fin de la quatrième année du projet, au moins 10 établissements ETFP auront modernisé leur gestion avec la participation des parents et de deux acteurs externes.					
Un suivi sera assuré selon la méthode 'Most Significant Change' afin d'avoir un aperçu plus qualitatif et ouvert des changements au niveau opérationnel.					

2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹²	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Renforcement des compétences des associations des parents		x		
2 Renforcement des organisations ISP (hors établissements ETFP) pour filles		x		
3 Accès à de l'information pertinente pour les représentants des parents et des élèves		x		

2.7.3 Analyse des progrès réalisés

¹² A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.8 Performance de l'output 6

2.8.1 Progrès des indicateurs

Output 6 : Le secteur privé et les organisations non étatiques influencent pour plus de pertinence par rapport à l'emploi, la demande et l'offre ETFP dans la zone ciblée					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Au milieu de la troisième année, une stratégie ETFP-emploi est formulée par les intervenants (1 pour le District Sud-Ubangi et 1 pour le District de La Mongala).					
La stratégie contient des informations fiables sur les activités économiques et le marché d'emploi local ainsi que des propositions concrètes pour la formation et l'emploi des filles.					
A la fin de la deuxième année du projet, au moins deux établissements ETFP par District auront l'appui d'acteurs du secteur privé pour préparer et accompagner les apprenants vers l'emploi.					
A la fin de la troisième année, au moins 50 sortants ont bénéficié d'un accompagnement vers l'emploi au Sud-Ubangi (dont 15 filles) et 30 sortants dans La Mongala (dont 10 filles)					
Au moins 30 apprenants sont formés en construction 10 en biocarburant (mécanique et électricité) au Sud-Ubangi et 20 apprenants en construction et 6 en mécanique moto et moteurs hors-bord. Un suivi sera assuré selon la méthode 'Most Significant Change' afin d'avoir un aperçu plus qualitatif et ouvert des changements au niveau opérationnel.					

2.8.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales activités</u> ¹³	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Etudes de ciblage de zones et secteurs potentiels d'emploi		x		
2 Etudes pour situer les besoins en personnel qualifié des entreprises formelles et informelles		x		
3 Développement des capacités des représentants du secteur économique formel et informel		x		

¹³ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.8.3 Analyse des progrès réalisés

Le marché public sur l'étude socioéconomique en vue de l'adéquation formation-emploi a été lancé et attribué. Son exécution est programmée pour février 2016

2.9 Thèmes transversaux

2.9.1 Genre

Le projet accorde une grande importance à l'inclusion des filles et à la prise en compte du « genre ». La pertinence de cette prise en compte s'est vérifiée au démarrage du projet. Le problème de déperdition scolaire des filles, les grossesses précoces, la position de la femme dans ces 2 provinces la cantonnant bien souvent au foyer exclue des sphères de décision justifient pleinement d'accorder beaucoup d'attention pour combattre un certain nombre d'inégalités dont elle fait l'objet.

Au niveau du projet, des efforts sont entrepris au niveau du recrutement pour encourager les candidatures féminines. Une consultation est prévue en 2016 sur la question qui débouchera sur un plan d'actions. Rendre l'ETFP plus attractif pour les filles, sera une priorité du programme.

2.9.2 Environnement

Le projet met un accent particulier sur la protection de l'environnement. Les campagnes de sensibilisation seront menées sur la protection ou la conservation de biodiversité de notre zone d'intervention ainsi que son écosystème.

2.9.3 VIH/SIDA

Des actions sur les maladies sexuellement transmissibles, entre autre le SIDA, seront menées dans les écoles en vue de prévenir les jeunes filles & garçons sur les méthodes de protection et préventions contre cette pandémie. Nous ferons la promotion d'une génération sans SIDA.

2.9.4 Economie sociale

L'existence de plusieurs paroisses catholiques et protestantes et autres églises & associations constituent un atout sur lequel le projet doit s'appuyer pour développer l'économie sociale.

2.9.5 Droits des enfants

Avec la mise sur pied du comité provincial de l'ETF, l'une de ses tâches sera la vulgarisation, avec le COPA, le COGES du module des droits de l'enfant.



2.10 Gestion des risques



Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Difficulté de trouver et de pouvoir recruter du personnel d'encadrement qualifié sur place, dépendance du personnel qualifié ayant son domicile à Kinshasa	formulation DTF	OPS	High	Low	Medium Risk					En cours
						Recrutement en dehors du site, priorité donnée au profil de compétences et aux critères rigoureux de sélection	EPSP/CTB	Q4	TDR revus et avis de recrutement relancé	
Insécurité/Pénibilité affectant directement la disponibilité du personnel	Q4	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Paiement de la prime de pénibilité,	RH CTB	Q4	Revision ROI	En cours
						Elaboration du manuel de sécurité	RH CTB	Q4		
						Acquisition de la base codan	UGP	Q4	Base codan à récupérer sur matériels du programme PAIK clôturé	
Impraticabilité routes Gemena - Bwamanda, Gemena -Lisala, Lisala-Bumba	Q4	OPS	High	High	Very High Risk	Réhabilitation des pistes par les gouvernements	Gouvernements Provinciaux			

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
						Circonscrire de manière plus efficiente la zone d'intervention sans tomber dans l'exclusion	UGP/SMCL	Q2-2016		
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Difficulté de trouver dans les établissements ciblés le personnel enseignant qualifié, mécanisé, payé	Q4	DEV	Medium	High	High Risk	Plaidoyer pour le paiement des enseignants mécanisés et l'affectation des enseignants qualifiés dans les Etablissements	MEPSP			
						Voir la possibilité de créer un centre de ressources à Gemena, Lisala pour le recyclage des enseignants	SMCL	Q1_2016		
Relative inexistence du secteur privé formel dans les 2 nouvelles	Q4	DEV	High	Medium	High Risk	Développer le partenariat avec secteur informel	UGP	Q4_2016		

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
provinces						Développer avec les Gouvernements provinciaux des politiques de promotion du secteur privé	UGP	Q4_2016		
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
		DEV	Medium	Medium	Medium Risk					
						<i>Insérer une ligne ici</i>				

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

N-A

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>n-a</i>		

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>Au cours de cette année de démarrage du projet, nous avons tiré les leçons ci-après que la CTB et les partenaires peuvent garder dans la mémoire institutionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none">• La mise à disposition des lieux devant abriter le projet doit envisagée bien avant le déploiement de l'équipe projet;• le processus de recrutement doit être accéléré d'autant plus qu'il y a plusieurs mois qui séparent la signature de la CS/CMO de la mise en œuvre du projet. Ceci entraîne le démarrage timide des activités du projet.	<p>CTB & Partenaires</p> <p>RH</p>

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
			B		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
x	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
x	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
				C	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
x	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
x	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
x	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		B		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
x	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N		
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
x	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			B	

4.1 Durabilité financière/économique ?

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
x	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
x	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
		sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
x	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut

4.3 Cadre logique mis à jour

Lors du backstopping, les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de l'intervention avaient jugé utile de réorganiser les six résultats en trois, en vue de mieux suivre les actions du projet selon les 3 axes :

- les autorités provinciales
- les Etablissements (Ecoles Techniques & Centres de formation professionnels, y compris les associations des parents & élèves)
- le secteur privé et le monde associatif.



Ingrid Plag, consultante MDF animant l'atelier de démarrage

De ce fait, le nouveau cadre logique se présente comme suit :

Objectif global	Dans les provinces de la Mongala et du Sud Ubangi, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation
Objectif spécifique	Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi / auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion

	socioprofessionnelle
Résultats	<p>Résultat 1 : Les autorités provinciales en ETEFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés</p> <p>1.1 Les divisions provinciales de tutelle développe une stratégie ETEFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assure sa mise en œuvre</p> <p>1.2 Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés</p> <p>1.3 Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparente</p> <p>Résultat 2 : Les directions des établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles</p> <p>2.1 Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion</p> <p>2.2 Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles.</p> <p>2.3 Les établissements ciblés offrent un cadre d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers le marché de l'emploi et l'auto-emploi</p> <p>Résultat 3 : Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETEFP répondants aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée</p> <p>3.1 Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses.</p> <p>3.2 Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements ciblés pour les formations et les stages.</p> <p>3.3 Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto-emploi</p>

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Réorganisation des résultats au cours du backstopping de novembre 2015
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans	Non

PIT ?	
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	09/2017
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	non
Missions de backstopping	Du 14 au 21/11/2015

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (2015-12-31) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**

Budget Version : **C01**
 Currency : **EUR**
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Year to month : 31/12/2015

Status	Fin Mode	Amount	2014	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
				Q1	Q2	Q3	Q4					
A "OBJECTIF SPÉCIFIQUE :		5.884.000,00	0,00			1.249,23	16.835,82	18.085,05	18.085,05	5.865.914,95	0%	
01 Résultat 1: Les autorités de		495.000,00	0,00			749,04	15.491,84	16.240,88	16.240,88	478.759,12	3%	
01	Appui à la concertation des	REGIE	260.000,00	0,00		749,04	15.491,84	16.240,88	16.240,88	243.759,12	6%	
02	Promotion de l'ETFP et de	REGIE	115.000,00	0,00					0,00	115.000,00	0%	
03	Renforcement du système	REGIE	120.000,00	0,00					0,00	120.000,00	0%	
02 Résultat 2: Les directions		1.317.000,00	0,00			220,69	1.154,90	1.375,59	1.375,59	1.315.624,41	0%	
01	Développement des	REGIE	1.037.000,00	0,00					0,00	1.037.000,00	0%	
02	Mise en place de l'approche	REGIE	200.000,00	0,00			1.154,90	1.154,90	1.154,90	198.845,10	1%	
03	Tests et amélioration des	REGIE	80.000,00	0,00		220,69		220,69	220,69	79.779,31	0%	
03 Résultat 3: Les enseignants		623.000,00	0,00						0,00	623.000,00	0%	
01	Amélioration des formations	REGIE	325.000,00	0,00					0,00	325.000,00	0%	
02	Appui à l'usage de matériel	REGIE	298.000,00	0,00					0,00	298.000,00	0%	
04 Résultat 4 : Les		1.945.000,00	0,00						0,00	1.945.000,00	0%	
01	Réhabilitation des	REGIE	1.090.000,00	0,00					0,00	1.090.000,00	0%	
02	Amélioration de l'utilisation	REGIE	225.000,00	0,00					0,00	225.000,00	0%	
03	Equipement technique des	REGIE	630.000,00	0,00					0,00	630.000,00	0%	
05 Résultat 5 : Les		989.000,00	0,00						0,00	989.000,00	0%	
01	Renforcement des	REGIE	146.000,00	0,00					0,00	146.000,00	0%	
	REGIE	10.000.000,00	0,00			145.019,51	103.740,96	138.532,48	387.292,95	387.292,95	9.612.707,05	4,00
	COGEST											
	TOTAL	10.000.000,00	0,00			145.019,51	103.740,96	138.532,48	387.292,95	387.292,95	9.612.707,05	4,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1217511 Printed on 21/01/2016

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**

Budget Version : **C01**
 Currency : **EUR**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Year to month : 31/12/2015

Status	Fin Mode	Amount	2014	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
	REGIE	675.000,00	0,00						0,00	675.000,00	0%
	REGIE	168.000,00	0,00						0,00	168.000,00	0%
		515.000,00	0,00			279,50	189,08	468,58	468,58	514.531,42	0%
	REGIE	130.000,00	0,00			279,50	189,08	468,58	468,58	129.531,42	0%
	REGIE	60.000,00	0,00						0,00	60.000,00	0%
	REGIE	325.000,00	0,00						0,00	325.000,00	0%
		250.500,00	0,00						0,00	250.500,00	0%
		250.500,00	0,00						0,00	250.500,00	0%
	REGIE	250.500,00	0,00						0,00	250.500,00	0%
		3.865.500,00	0,00		145.019,51	102.491,73	121.696,66	389.207,90	369.207,90	3.496.292,10	10%
		2.430.000,00	0,00		5.567,02	57.283,77	64.119,42	126.970,21	126.970,22	2.303.029,78	5%
	REGIE	1.620.000,00	0,00		5.567,02	48.874,97	42.588,15	97.030,14	97.030,14	1.522.969,86	6%
	REGIE	810.000,00	0,00			8.408,80	21.531,28	29.940,08	29.940,08	780.059,92	4%
		322.500,00	0,00		139.265,64	19.709,38	20.039,13	179.014,15	179.014,15	143.485,85	56%
	REGIE	200.000,00	0,00		139.265,64	11.529,19	16.194,78	166.989,61	166.989,61	33.010,39	83%
	REGIE	36.000,00	0,00				420,98	420,98	420,98	35.579,02	1%
	REGIE	25.000,00	0,00			89,53	1.030,77	1.120,30	1.120,30	23.879,70	4%
	REGIE	5.000,00	0,00						0,00	5.000,00	0%
	REGIE	10.000.000,00	0,00		145.019,51	103.740,96	138.532,48	387.292,95	387.292,95	9.612.707,05	4,00
	COGEST										
	TOTAL	10.000.000,00	0,00		145.019,51	103.740,96	138.532,48	387.292,95	387.292,95	9.612.707,05	4,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1217511 Printed on 21/01/2016

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**

Budget Version : **C01**
 Currency : **EUR**
 YTM :

Year to month : 31/12/2015

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

	Status	Fin Mode	Amount	2014	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
					Q1	Q2	Q3	Q4				
05 Téléphones satellitaires (2)		REGIE	1.500,00	0,00			2.315,30	2.392,60	4.707,90	4.707,90	-3.207,90	314%
06 Kit éclairage de secours		REGIE	5.000,00	0,00						0,00	5.000,00	0%
07 Groupe électrogène 16KVA		REGIE	30.000,00	0,00						0,00	30.000,00	0%
08 Antennes satellitaires (2)		REGIE	20.000,00	0,00			5.775,36		5.775,36	5.775,36	14.224,64	29%
03 Fonctionnement			905.000,00	0,00		186,85	25.502,88	28.063,23	53.752,96	53.752,95	851.247,05	6%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	240.000,00	0,00		186,85	5.365,15	3.265,58	8.817,58	8.817,58	231.182,42	4%
02 Frais de fonctionnement		REGIE	270.000,00	0,00			15.256,31	3.691,92	18.948,23	18.948,23	251.051,77	7%
03 Frais de loyers de bureaux		REGIE	90.000,00	0,00			4.009,82	19.528,28	23.538,10	23.538,10	66.461,90	26%
04 Frais de gardiennage (2)		REGIE	60.000,00	0,00						0,00	60.000,00	0%
05 Organisation des SMCL		REGIE	65.000,00	0,00				284,54	284,54	284,54	64.715,46	0%
06 Frais de communication		REGIE	180.000,00	0,00			871,60	1.292,90	2.164,50	2.164,50	177.835,50	1%
04 Audit, suivi & évaluation			208.000,00	0,00				9.428,02	9.428,02	9.428,02	198.571,98	5%
01 Audit		REGIE	48.000,00	0,00						0,00	48.000,00	0%
02 Etude ligne de base		REGIE	25.000,00	0,00						0,00	25.000,00	0%
03 MTR & Evaluation finale		REGIE	90.000,00	0,00						0,00	90.000,00	0%
04 Suivi et backstopping		REGIE	45.000,00	0,00				9.428,02	9.428,02	9.428,02	35.571,98	21%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00			-4,30	46,86	42,56	42,56	-42,56	??%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00			-4,30	46,86	42,56	42,56	-42,56	??%
		REGIE	10.000.000,00	0,00		145.019,51	103.740,96	138.532,48	387.292,95	387.292,95	9.612.707,05	4,00
		COGEST										
		TOTAL	10.000.000,00	0,00		145.019,51	103.740,96	138.532,48	387.292,95	387.292,95	9.612.707,05	4,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1217511 Printed on 21/01/2016

page: 3

4.6 Ressources en termes de communication

- Rétroprojecteur et groupe électrogène 5KVA pour les ateliers avec les bénéficiaires
- Manuel sur le Sud Ubangi : Jonction des territoires et bastion d'une identité supra-ethnique
- Manuel sur le Mongala : Jonction des territoires et bastion d'une identité supra-ethnique
- Annuaire 2011-2012 ETFP : offre de formation tendances socio-économiques et bassins d'emploi.
- Rapport des travaux de la commission provinciale de promotion scolaire, 2015.

Missions effectuées par le personnel EDU-MOSU

N°	DESIGNATIONS	PERIODES DE MISSION	LIEUX DE LA MISSION	OBJECTIFS DE MISSION
1	Annie LEFEVRE Alex KHUWA	Du 11 au 18 juillet 2015	Gemena	<ul style="list-style-type: none"> • Prospection des bureaux devant abriter le projet EDU-EQUA
2	Célestin KALEKA	Du 01 au 15/10/2015	Kinshasa	<ul style="list-style-type: none"> • Participer à l'élaboration du MONOP Q42015 • Organiser l'entretien avec les nouveaux collègues au programme • Participer au 2è atelier pratique des RAF, LAF & CG sur le leadership
3	Alex KHUWA	06/10/2015	Bwamanda	Prospection des ateliers de menuiserie pour la fabrication des mobiliers du bureau EDU-EQUA
4	Annie LEFEVRE	Du 04 au 11/10/2015	Kinshasa – Brazzaville- Kigali- Brazzaville - Kinshasa	<ul style="list-style-type: none"> • Participer au symposium international TVET expérience à Kigali
5	Annie LEFEVRE	Du 12 au 14/10/2015	Kigali- Kinshasa	<ul style="list-style-type: none"> • Retour symposium TVET • Finalisation MONOP Q4-2015 • Entretien RH
6	Annie LEFEVRE Célestin KALEKA	Du 20 au 27/10/2015	Lisala	Prise de contact avec les autorités de la province de la Mongala et celles de l'enseignement et prospection des lieux pour l'installation de l'antenne EDU-EQUA
7	Alex KHUWA	Du 22 au 29/10/2015	Kinshasa	<ul style="list-style-type: none"> • Finaliser le dossier d'achat des motos du programme EDU-EQUA • Assurer le suivi de dossier des matériels informatiques du programme avec l'IT RR (vérifier et réceptionner) • Assurer l'expédition des matériels et équipement EDU-EQUA dans la zone d'intervention
8	Augustin MASIKINI Célestin KALEKA	Du 27 au 31/10/2015	Lisala- Kinshasa- Gemena	Retour de la mission de contact avec les autorités de la province de la Mongala et celles de l'enseignement et prospection des lieux pour l'installation de l'antenne EDU-EQUA
9	Annie LEFEVRE	Du 27/10 au 05/11/2015	Lisala- Kinshasa- Gemena	<ul style="list-style-type: none"> • Retour de la mission de contact avec les autorités de la province de la Mongala et celles de l'enseignement et prospection des lieux pour l'installation de l'antenne EDU-EQUA • Participer à la séance de recrutement du coresponsable national du programme EDU-EQUA
10	Jacques DOME	Du 14 au	Kinshasa-	Participer au backstopping More results du

		21/11/2015	Gemena-Kinshasa	projet EDU-EQUA
11	Alex KHUWA Augustin MASIKINI	13/11/2015	Bwamanda	Suivi du marché de la fabrication des mobiliers du bureau EDU-EQUA
12	Augustin MASIKINI Anita LUVEFU	Du 22 au 23/11/2015	Budjala	Visite des Etablissements sur l'adéquation formation – emploi (backstopping)
13	Annie LEFEVRE	Du 22 au 23/11/2015	Budjala	Visite des Etablissements sur l'adéquation formation – emploi (backstopping)
14	Jacques DOME	Du 22 au 23/11/2015	Budjala	Visite des Etablissements sur l'adéquation formation – emploi (backstopping)
15	Alex KHUWA Augustin MASIKINI	Du 01 au 3/12/2015	Mogalo - Bwamanda	Réception du véhicule Toyota Hilux expédié par bateau CDI
16	Célestin KALEKA	Du 12 au 23/12/2015	Kinshasa	Atelier sur l'assurance qualité de la gestion Administrative & financière des interventions en RDC Entretien avec le LAF sur les outils de gestion Admin-Fin Echange avec RAFI, ATI EDU-EQUA et Senior Controller sur les questions Admin-fin & difficultés spécifiques du programme EDU-EQUA.

